

## Brexit : si vous avez aimé les deux premières saisons, vous serez passionné par la troisième



Mieux que sur Netflix. Après la saison 1, animée par la légèreté de David Cameron, la saison 2 avec la rigueur de Theresa May, la saison 3 se poursuit avec le super Ego de Boris Johnson. Une coproduction européenne.

Avec Jean-Marc Sylvestre

La saison 3 a donc démarré à Bruxelles qui aurait reçu ce week-end trois courriers de source britannique, assez hallucinants.

1/ l'un demandant le report du Brexit, non signé !

2/ un 2e disant : "on vous a envoyé le 1er document parce qu'on est obligés" !

3/ un dernier de Boris Johnson, disant qu'il ne veut pas de report !

C'est ce que nous dit le tweet de François Beaudonnet, et bien ça promet ! Sachant que le deuxième document est envoyé par l'ambassadeur britannique auprès de l'UE. A Bruxelles, on a annoncé avoir besoin d'un peu de temps pour consulter et réfléchir...

« Brexit, avec un b , comme bordel ». Pour reprendre l'expression de Bernard Pivot relayée par plus d'un million de tweets. Le Brexit va entrer dans le dictionnaire comme nom commun désignant une situation particulièrement confuse, contradictoire et inextricable pour ne pas dire « bordelique ».

Les exemples de Brexit ne manquent pas évidemment dans la vie quotidienne, familiale, sociale ou politique. Rares sont les réunions de familles qui se déroulent toujours dans la sérénité et le respect surtout maintenant avec ces familles décomposées et recomposées à la va-vite. Ne parlons pas des comités d'entreprises ou des réunions de copropriétaires qui tournent au vinaigre dans une confrontations d'intérêts divergents... Ne parlons surtout pas des réunions politiques ou syndicales où les batailles d'ego l'emportent le plus souvent sur l'analyse comparée des convictions ou des idéologies. Cela dit, ces formes de Brexit sont parfois nécessaires pour dénouer une situation inextricable. Il faut que l'orage passe pour découvrir un compromis , parce que la crise finit par rendre intelligent les uns comme les autres. La démocratie directe a au moins le mérite de mettre à plat les contradictions.

Du moins dans la majorité des cas.

**Personne ne sait si les trois années de cacophonie politique, trois années d'incertitudes économiques vont accoucher d'une solution applicable juridiquement et surtout génératrice de progrès ou pas.** Personne ne peut dire honnêtement si de la crise

---

que l'Europe traverse, va émerger des opportunités que les gouvernements saisiront.

Mais ce que l'on sait très clairement, c'est qu'il nous faudra mettre à jour nos logiciels pour continuer de vivre ensemble, si on considère que vivre ensemble représente une voie de progrès.

Ce Brexit nous livre trois leçons qu'il faudra graver dans tous les manuels d'histoire et de science politique.

**1/ La première leçon porte sur la fragilité de la démocratie britannique. La Grande-Bretagne, qui a sous doute inventé la plus efficace des démocraties représentatives, traverse la plus grande crise de son histoire.** Quelle histoire que cette affaire du Brexit partie sur un référendum de provocation, lancée par un Premier ministre vaguement dandy en quête de reconnaissance. Un referendum qui s'est joué sur l'ignorance, la non information et la manipulation des uns, l'arrogance et le cynisme des autres.

Pour des problèmes de survie au pouvoir, des gouvernants aveugles et suffisants, irresponsables aussi, ont entraîné tout un peuple dans une aventure à haut risque, sans savoir pourquoi et comment. Le référendum de départ a été un outil de manipulation et de mensonge au service d'intérêts particuliers et politiques. Le résultat, c'est qu'on est arrivés à cent lieues du bien commun, d'où le débat cacophonique.

**Le chaos politique n'a évidemment pu s'installer avec autant de force parce que le tissu économique et social déjà complètement fracturé entre ceux qui profitait du système et de la modernité et ceux que cette mutation a laissé sur le bord de la route, dans les campagnes ou les banlieues.**

Entre les élites de Londres et les classes moyennes. En Grande Bretagne avec le Brexit, en France avec les gilets jaunes, aux États-Unis avec Trump, les mouvements populistes ont fait craquer les structures et menacé les institutions démocratiques. Au Royaume-Uni, la paralysie du système n'est pas sans rappeler ce qui s'était passé en France à la fin de la 4<sup>E</sup> République et provoqué le retour du Général de Gaulle.

**2/ La deuxième leçon de tous ces événements, c'est que cette vieille famille européenne a tenu le choc. A l'étonnement général, l'Union européenne a administré la preuve de sa force et de son union.** L'un des objectifs des Brexiteurs le plus dur était de profiter des fragilités de la construction européenne, de ses contradictions aussi pour précipiter sa dislocation. L'Europe à 27 avec tous ses défauts, tous ses problèmes, ses lourdeurs, a tenu le choc devant la menace que représentait le Brexit et cela pendant plus de trois ans où les gouvernements en Europe très différents se sont succédés dans les différentes capitales. L'Europe a été traversée par des courants identitaires, sous la pression d'intérêts corporatistes et populistes, mais l'Union Européenne a sauvegardé son unité et ses mécanismes de souveraineté. Alors Michel Barnier, avec une habileté rare et une détermination sans faille, a fortement contribué à la force de l'Union Européenne, mais au-delà, il faut aussi reconnaître que les Européens se sont retrouvés sur un faisceau de valeurs communes et d'intérêts partagés. Qu'il y ait des désaccords, des tentations divergentes, des lourdeurs, c'est une évidence, mais face à des menaces graves de dislocations, les intérêts fondamentaux ont protégé cette unité.

**3/ La troisième leçon qui ressort de tous ces événements, c'est la force des accords multilatéraux par rapport au bilatéral.** Le multilatéralisme est véritablement né au lendemain de l'effondrement du mur de Berlin, quand les systèmes d'économie de marché se sont imposés à la planète toute entière. A cette époque, le monde aurait pu s'organiser en un vaste espace concurrentiel géré essentiellement par la loi du plus fort, du plus malin ou du plus puissant. La réalité, c'est que le monde s'est organisé sous l'égide de l'OMC, l'Organisation Mondiale du Commerce, avec la cohabitation de grands espaces plus ou moins solidaires et liées par des intérêts communs. L'objectif a été le plus possible d'éviter la guerre commerciale, la surenchère ou le dumping social et fiscal.

**L'Union européenne a été construite pour faire fonctionner un grand marché homogène avec des réglementations normatives dans le domaine principalement fiscal et social.**

Le développement de la mondialisation, la financiarisation des économies et la crise qui s'en est suivie a provoqué des réactions protectionnistes un peu partout dans le monde. L'OMC s'est retrouvée inopérante. Et beaucoup de pays ont été tentés de s'affranchir des engagements multilatéraux pour signer des accords d'échanges bilatéraux. Donald Trump a enfourché ce cheval de bataille. Mais les Brexiteurs aussi. Une partie des Britanniques a imaginé qu'en sortant de l'Union européenne, ils pourraient vivre et prospérer dans un monde ouvert. C'était oublier que les échanges internationaux sont devenus tellement sophistiqués et nombreux qu'il est apparu très vite que l'indépendance économique était très compliquée à vivre. Les chaînes de production et de consommation sont désormais rarement nationales ou gérables en bilatéral, mais dans la majorité des cas, elles sont très fracturées. Le monde est devenu global.

**Les tentations protectionnistes ont entraîné un ralentissement de la croissance mondiale, y compris dans les pays émergents avec l'arrivée de nouveaux risques.** Le risque de l'immigration sauvage et massive en provenance de pays pauvres et privés de développement pour cause de protectionnisme et qui voyaient leur avenir bouché. Le risque climatique qui ne peut être assumé qu'à l'échelle de la planète.

Personne ne sait comment l'affaire du Brexit se terminera en termes d'organisation, mais ce que l'on sait, c'est qu'il n'y a pas d'avenir équilibré pour un pays seul, aussi puissant soit-il comme la Grande Bretagne.

Le projet d'un Brexit n'est sans doute pas mort. Mais le rêve d'un Brexit qui aurait permis de faire de la Grande-Bretagne une grande zone franche de toute contrainte sociale ou fiscale est irréalisable. **La Grande Bretagne ne peut pas être le Singapour de l'Europe.** D'abord parce que l'Europe unie a démontré qu'elle ne l'accepterait pas.